

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 23 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société S.D.P.M. (Société Décoration Protection Métaux)

33 rue Louis Rameau, 95870 Bezons

Références : 2024/0681
Code AIOT : 0006505518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 septembre 2024 dans l'établissement SDPM DECORAT. PROTECT. METAUX implanté 33 rue Louis Rameau 95870 Bezons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDPM DECORAT. PROTECT. METAUX
- 33 rue Louis Rameau 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505518
- Régime : Autorisation, Non Seveso, IED

La société SDPM est une société familiale autorisée à exploiter, à Bezons, des ateliers de traitement de surface réglementés par arrêté préfectoral du 24 juillet 1989, actualisé le 24 décembre 2008. Elle réalise principalement du traitement par zinc et cadmium, sur des petites pièces de connectique notamment, pour les secteurs de l'aéronautique, le spatial et le ferroviaire. Environ 20 personnes travaillent sur le site, du lundi au vendredi entre 6h30 et 17h30.

L'exploitant a supprimé tous les rejets aqueux industriels vers le réseau public d'assainissement depuis mars 2009, date de mise en place d'une installation de détoxification « zéro rejet » au moyen d'un évaporateur sous vide fonctionnant en circuit fermé.

Les principaux enjeux environnementaux liés à cette installation et aux produits chimiques dangereux utilisés portent sur la prévention des risques incendie, la prévention des risques de pollution des sols et la prévention des rejets atmosphériques.

La présente visite d'inspection est réalisée consécutivement à la réception d'une plainte adressée à la sous-préfecture d'Argenteuil portant sur le sujet de l'impact des émissions sonores de la société SDPM sur son voisinage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 31.3	Demande de correctifs	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à la société SDPM de justifier de la conformité de ses émissions sonores sous un délai de un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 31.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.
Constats : Par courrier réceptionné le 30 juillet 2024 en sous-préfecture d'Argenteuil, des habitants du voisinage de la société SDPM signalent être dérangés par des bruits émis jour et nuit par cette dernière. Selon ce courrier, le bruit émanerait d'un extracteur situé en toiture. Saisie de cette plainte, l'Inspection de l'environnement s'est rendue le lundi 2 septembre 2024 à 17 heures sur le site de la société SDPM afin de procéder aux constatations utiles. Dans un premier temps, l'Inspecteur s'est positionné à l'Est du site, au niveau de la rue Louis Rameau, ainsi qu'au Nord du site, au niveau de la rue Casimir Périer. Si aucun bruit particulier provenant de la société SDPM n'était audible au niveau de la rue Louis Rameau, un bruit de fond régulier provenant de la société SDPM était perceptible au niveau de la rue Casimir Périer. Il semble que le bruit perçu puisse provenir de deux conduits reliés à des moteurs situés à l'angle Nord-Ouest de la toiture de la société SDPM. Dans un second temps, nous avons signalé notre présence à la société SDPM qui était encore en exploitation ainsi que le motif de notre présence. Sa représentante nous a accompagnés au niveau de la rue Casimir Périer. Elle indique n'avoir connaissance d'aucune modification récente sur ces conduits ou de l'environnement du site susceptible d'avoir pu changer l'impact sonore de la société SDPM sur les tiers. Questionnée sur la plainte qu'elle indique avoir également reçue le 24 juillet 2024 (réception de recommandé à l'appui) et les suites qu'elle y a données, la société SDPM indique avoir aussitôt réagi en sollicitant une prestation de mesure acoustique auprès d'un spécialiste. La société SDPM a pu justifier qu'elle était en possession d'un devis daté du lendemain de la plainte reçue le 24 juillet 2024. Dans un troisième temps, l'inspecteur est allé au contact du plaignant afin d'obtenir des renseignements supplémentaires. L'inspecteur en a profité pour l'informer qu'un accès à sa cour intérieure au prestataire de mesures acoustiques de la société SDPM pourrait être nécessaire. Le plaignant a indiqué ne pas y être opposé dans la mesure où cela peut contribuer à l'évolution favorable de la situation. En conclusion, nous constatons donc que le bruit généré par les activités de la société SDPM est susceptible d'impacter le voisinage. Il convient d'évaluer la conformité des émissions de la société SDPM au regard notamment des dispositions de l'arrêté ministériel "bruit" du 23 janvier 1997. Conformément à la possibilité offerte par les dispositions de l'article 31.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société SDPM, l'Inspection demande à la société SDPM de transmettre, sous un mois, une étude acoustique. Compte-tenu qu'il s'agit de la première étude acoustique réalisée, l'inspection accorde la possibilité à la société SDPM de passer par le prestataire de son choix, du moment que les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont respectées. Dans l'hypothèse où les résultats de l'étude acoustique feraient état de non-conformités, il conviendra que les mesures correctives utiles soient mises en œuvre dans les meilleurs délais, et en tout état de cause sous un délai de trois mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois pour la réalisation des mesures, 3 mois pour réduire le bruit.